

Lundi 25 septembre 2023

Face à l'inflation : imposons l'augmentation des salaires !

Depuis le 15 septembre, des milliers d'ouvriers de l'automobile sont en grève aux États-Unis, dans les usines de Ford, General Motors (Buick, Chevrolet, Cadillac...) et Stellantis (le groupe né en 2021 de la fusion de Fiat-Chrysler et de PSA qui détient aussi Alfa Romeo, Jeep, Opel...). Aux USA comme ici, les profits insolents des patrons et actionnaires de l'industrie et de la finance révoltent, alors que les salaires sont bouffés par l'escalade des prix.

Une riposte de classe

C'est une première, cette grève menée ensemble par les travailleurs des trois géants de l'auto aux États-Unis, les « Big Three ». Des groupes qui ont réalisé 250 milliards de dollars de bénéfices en Amérique du Nord au cours de la dernière décennie, et 21 milliards de dollars au cours du premier semestre 2023. Des groupes dont les PDG ont augmenté leur salaire de 40 % ces quatre dernières années, pour atteindre une moyenne de 25 millions de dollars par an. Parmi eux, les richissimes familles Agnelli et Peugeot, que nous connaissons bien ici, principaux actionnaires de Stellantis (Fiat et PSA) dont ils ont combiné de placer le siège... aux Pays-Bas, histoire de payer moins d'impôts !

Les travailleurs américains de l'automobile n'ont vu, eux, leur salaire progresser que de 6 % ces quatre dernières années, bien moins que la flambée des prix. Ils revendiquent la fin des rémunérations différenciées entre nouveaux embauchés, intérimaires et travailleurs à temps plein, en même temps que des augmentations de salaire pour tous, suivant le coût de la vie, ainsi que le maintien de tous les emplois dans le cadre du passage à la production de véhicules électriques.

Leur colère est telle que le président du syndicat de l'automobile, l'UAW, a déclaré (propos rares dans la bouche d'un haut responsable syndical) que face à « la guerre de classe unilatérale » qu'ils mènent depuis des décennies contre la classe ouvrière, « les riches ne seront plus les seuls à se battre ».



Leur combat est le nôtre !

Prenons-en de la graine, alors qu'ici aussi les prix flambent et qu'on entend un Macron, dimanche 24 septembre, déclarer qu'il n'est pas question d'indexer les salaires sur les prix. Le Smic serait même « sur-indexé », selon lui. Comme si les smicards gagnaient de quoi vivre ! Face à la hausse du prix de l'essence, il pourrait reconduire, dit-il, une prime ponctuelle de 100 euros pour les salariés les plus pauvres : le prix d'un seul plein pour aller toute l'année au boulot. Car pas question de toucher aux profits de Total.

Quant à Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, il nous dit qu'il va demander des « efforts » aux entreprises de l'industrie agroalimentaire et de

la grande distribution pour limiter l'inflation... De la poudre aux yeux. Comme celle de cet été sur le blocage des prix de quelque 5 000 produits jusqu'à la fin de l'année. Le Maire a été obligé de reconnaître la pratique, dite de « shrinkflation », des produits aux prix bloqués, voire baissés... parce que les quantités vendues dans le paquet sont diminuées, faisant augmenter le prix au kilo ou au litre !

Oui, les capitalistes sont en guerre contre la classe laborieuse. Nous, travailleuses et travailleurs, ne touchons que des paies infiniment inférieures aux richesses que nous produisons, sans compter toutes les magouilles patronales supplémentaires pour augmenter encore les profits.

C'est l'augmentation générale des salaires qu'il faut exiger, en s'en prenant aux profits. La journée d'action et de manifestations du 13 octobre prochain, à l'appel des syndicats, sera une première occasion de nous retrouver toutes et tous ensemble.

Ce n'est qu'un début. C'est une grève d'ensemble qu'il faut préparer pour faire céder le patronat : au moins 400 euros net d'augmentation pour toutes et tous, pas un salaire, pas une pension ni aucune indemnité chômage ou allocation inférieurs à 2 000 euros net pour pouvoir vivre !



En Allemagne comme en France : Augmenter les salaires

Les cheminots Allemands de la Deutsch Bahn ont obtenu, après avoir menacé de faire grève, 410 euros par mois, ainsi qu'une prime défiscalisée de 2 850 euros versée avec le salaire d'octobre.

Un exemple à suivre ici en France, alors qu'une journée de grève générale interprofessionnelle sur la question des salaires se prépare pour le vendredi 13 octobre prochain. Alors, tous et toutes en grève pour obtenir la même chose que nos collègues allemands !

La SNCF fait appel après une condamnation pour faute inexcusable !

En mai 2023, la SNCF avait été

reconnue coupable de faute inexcusable pour le suicide d'un collègue du TEE, Julien, en mai 2018. Le tribunal avait estimé que la SNCF avait ignoré les multiples alertes lancées par le cheminot sur son intense souffrance au travail et qu'elle n'avait pas pris les mesures de prévention adaptées. Mais après avoir multiplié les procédures pour faire ralentir la justice, après avoir prétendu que les causes de la souffrance du collègue étaient personnelles, après avoir refusé de reconnaître l'accident du travail, voilà que la SNCF fait aujourd'hui appel de cette condamnation. Un pas de plus dans l'indécence, pour l'ensemble de ses collègues, et pour sa famille.

EPT4 : les moniteurs font entendre leur raz-le-bol

A l'EPT4, les moniteurs de la conduite ont débuté un mouvement de contestation pour une meilleure reconnaissance de leur travail : ils réclament une meilleure rémunération ainsi que des récupérations. Ici comme ailleurs, les salaires et les conditions de travail sont à l'ordre du jour des discussions.

Une lutte d'ensemble serait nécessaire pour ne pas se contenter de primes variables et simples à remettre en cause, mais pour de véritables augmentations des salaires !

